Fondation Jean Jaurès

Économie/ social

PAROLES DE FRANÇAIS À LA POMPE : LA COLÈRE CONTRE L'ÉTAT MONTE PLUS VITE QUE LES PRIX

Matthieu Deprieck

10/04/2026

C'est l'un des derniers rendez-vous de masse dans le paysage audiovisuel : dix millions de personnes regardent chaque soir les journaux télévisés (JT) de TF1, France 2 et M6. Résistant à la multitude de services de *streaming* et à la fragmentation de l'offre, ils restent un enjeu que Matthieu Deprieck décrypte chaque mois. Pour la huitième note de cette série, il analyse la manière dont les différents JT traitent l'inflation des prix du carburant depuis le début de la guerre au Moyen-Orient.



Introduction

Les journaux télévisés, ce sont des mécaniques et des obsessions. Piochons-en une dans chaque catégorie : les « micros-trottoirs[1] » et le prix du carburant. Croisons-les. Voilà le fil rouge des JT en

mars et avril 2026 : les Français interrogés dans les stations-service. Au-delà de la guerre au Moyen-Orient et bien au-delà des élections municipales, la hausse des cours du pétrole s'est imposée comme le sujet numéro 1.

Sur TF1 et France 2, plus d'un 20 heures sur deux entre le 1er mars et le 8 avril 2026 (56%) a diffusé des commentaires de Français choisis au hasard dans les stations-service ou au volant de leur véhicule. Pour M6, ce fut à peine moins (45%). Cela représente, sur trente-huit jours, plus de 150 personnes interrogées. Trois périodes concentrent ces micros-trottoirs. La première court du 9 au 13 mars. Elle démarre lorsque le litre de gazole franchit la barre des 2 euros le litre et s'achève à la réduction promise par les distributeurs. Douze JT sur quinze contiennent un micro-trottoir. La deuxième s'étale du 24 au 31 mars, de l'emploi de l'expression « choc pétrolier » par le ministre de l'Économie, Roland Lescure, à la publication des chiffres de l'inflation pour le mois de mars. TF1 diffuse alors des micros-trottoirs six jours sur sept. La troisième couvre la première semaine d'avril : tous les JT des trois chaînes diffusent des propos de Français à la pompe.

La masse de témoignages est impressionnante. Elle n'est toutefois ni un *patchwork*, ni un sondage. Elle résulte d'une construction des chaînes de télévision. Celles-ci ne photographient pas l'opinion publique, elles racontent une histoire. C'est ce récit que nous avons décidé d'analyser après avoir retranscrit la totalité des paroles de Français recueillis à la pompe et au volant par les JT de 20 heures du 1er mars 2026, au déclenchement de la guerre, au 8 avril, à la réouverture du détroit d'Ormuz. Ce travail de fourmi nous éclaire sur le rôle des journaux télévisés dans le cadrage du débat.

De « c'est compliqué » à la honte, petit registre sentimental

« Ça fait quoi de faire le plein aujourd'hui ? » « Ça fait mal »
Alain, retraité

Dès le deuxième jour de la guerre menée par les États-Unis contre l'Iran, le 1er mars 2026, les JT de TF1, France 2 et M6 relèvent les conséquences que le conflit aura sur le prix du carburant. La hausse surprend par sa rapidité. Tout de suite, les mots gagnent en intensité.

Dès le 4 mars, TF1 évoque le « grand désespoir des automobilistes ». Le 9 mars, M6 parle de leur « désarroi ». Ce champ lexical atteint les Français interrogés, dont il faut toujours garder à l'esprit qu'eux-mêmes regardent la télé. « C'est dramatique », témoigne une femme sur M6, le 9 mars. Trois jours plus tard, un journaliste de TF1 et Christophe, chauffeur VTC, parlent à l'unisson : « Depuis dix jours, c'est avec la boule au ventre qu'il va faire son plein. « On sait pas trop sur quoi on va tomber.

On regarde les tarifs de loin. On se dit qu'il y a une erreur mais non, il n'y a pas d'erreur." ». Le 13 mars, France 2 parle de « prix étouffant pour cette mère de famille », qui témoigne ensuite : « Le trajet pour le travail, le trajet pour la crèche, le trajet pour aller faire les courses. On est obligé de le faire. Donc, vous comptez un peu plus. Déjà que, ces derniers temps, c'était compliqué. »

Arrêtons-nous sur ce mot « compliqué. » C'est celui qui revient le plus souvent. Le 4 mars sur TF1 : la situation est « très, très désagréable. Assez compliquée pour nous ». Le 9 mars sur France 2 : « Ça va être compliqué pour nous, les transporteurs ». Élodie, elle, remplit son réservoir du « minimum syndical parce que c'est très compliqué depuis la guerre » (TF1, 12 mars). Le 24 mars sur M6, une dame à Boulogne-sur-Mer s'inquiète : « Il faut absolument qu'on puisse payer notre plein et aujourd'hui, ça devient compliqué. » Le 3 avril sur France 2 : « Vu qu'on va chez les familles, c'est assez compliqué. On attend la paye. »

Dans sa pleine gloire, à la fin des années 2000, Facebook proposait de mettre en avant la relation amoureuse entretenue avec un autre utilisateur du réseau social. Parmi les options proposées, figurait « it's complicated ». Cette formule, « c'est compliqué », permettait de neutraliser les difficultés tout en soulignant leur existence. Dans les JT, elle peut témoigner d'une difficulté à trouver ses mots, ou d'une certaine pudeur, d'une gêne, voire d'une honte.

Dans le registre des émotions exprimées par les Français à la pompe, la honte est bien présente. Le 25 mars, TF1 diffuse un reportage sur les conducteurs qui s'imposent des détours pour rejoindre la station-service la moins chère du coin. Alexis est de ceux-là : « C'est peut-être bête, mais quand on peut gratter quelques centimes, on en profite. » Le 29 mars, sur M6, Kathia et Sébastien rejoignent Andorre depuis l'Hérault. « 130 kilomètres pour faire le plein de leur voiture », souligne le journaliste, qui ajoute : « Ils sont aussi venus avec des jerricanes ». Kathia : « Il y a ce côté un peu gênant, mais je suis désolée, les temps sont durs. »

Touche pas à mon mode de vie

« C'est la première fois de ma vie, je pense, que je ne vais pas mettre un plein. »
Eva, hypnothérapeute

La honte est une émotion beaucoup moins étudiée que la colère ou la peur, soulignait en 2022 le directeur d'études du groupe Verian, Stewart Chau. Alors que « la honte contenue peut générer une colère qui peut ensuite s'exprimer violemment dans le débat public[2] », expliquait-il au quotidien *L'Opinion*.

Remplir des jerricanes à la station-service devant tout le monde, faire des détours de plusieurs kilomètres pour « gratter » un ou deux centimes… La hausse des prix du carburant expose notre précarité. Elle modifie en profondeur nos comportements, allant jusqu'à atteindre notre dignité. Eva, hypnothérapeute, relate le 24 mars, sur France 2, une situation inédite : « C'est la première fois de ma vie, je pense, que je ne vais pas mettre un plein. » Le déclassement.

La colère des « gilets jaunes » s'expliquait en partie par un sentiment d'être punis pour des choix imposés par les conventions. La réussite, c'était un pavillon assez loin des centres-villes pour pouvoir profiter d'un jardin et d'un garage dans lequel étaient garées deux ou trois voitures, symboles de liberté. Sept ans après les « gilets jaunes », rebelote. Stéphanie le souligne au micro de France 2, le 31 mars : « Surtout si j'ai pris un diesel, c'est qu'à la base, c'était moins cher que l'essence. Et là, on est sur un tarif beaucoup plus cher que l'essence ».

De nombreux Français interrogés dans les JT soulignent par ailleurs le caractère contraint de leur consommation de carburant. Le 9 mars, France 2 fait halte sur une aire d'autoroute près de Bordeaux. L'équipe de journalistes interroge une femme en train de faire le plein à un tarif exorbitant. « Je ne pouvais pas faire autrement, je suis sur la réserve. On est sur l'autoroute, il fallait faire le plein. Faut pas tomber en panne », justifie cette commerciale en déplacement professionnel.



L'explosion des cours du pétrole est insupportable pour tous les Français. Pour ceux qui roulent pour travailler, comme pour ceux qui se déplacent au quotidien. Les changements sont vécus comme d'immenses sacrifices, appuyés par les JT. Le premier pont du printemps a été l'occasion pour les journaux de mettre en rapport les loisirs et le coût du carburant. Le 2 avril, sur TF1, Gilles

Bouleau indique : « Cette envolée des prix à la pompe a contraint de nombreux Français à revoir leur projet de week-end ou de vacances de Pâques, à partir un peu moins loin, un peu moins longtemps et pas tout à fait dans les conditions de confort envisagées. »

L'inconfort n'est pas une option. Tous les produits dans le coffre de Jean-Michel étaient en promotion, nous dit TF1, le 2 avril. « Du sopalin, des fraises aussi, tête de gondole. Au prix normal, je m'en serais passé », confesse Jean-Michel. Le journaliste n'en a pas assez : « À cause du prix du carburant ? », « Oui, oui », reconnaît Jean-Michel. Alain, lui, « prend le pain pour plusieurs jours et le congèle pour éviter les déplacements » (25 mars, France 2).

Le pain congelé, c'est moins bon, mais ça reste moins gênant que de devoir renoncer à des pans de sa vie : les longs week-ends, les matchs de foot le week-end aussi (TF1, 26 mars). Une hausse à la pompe fait trinquer la vie de famille. « C'est contraignant. Ça fait moins de vie de famille, plus de bouchons, plus de stress », décrit un chauffeur de taxi qui a dû allonger ses journées de travail (17 mars, France 2).

Le plus douloureux reste quand les enfants sont sacrifiés. Le 2 avril, sur TF1, Alexandra déplore : « On va faire moins de sorties avec les enfants, on va moins aller dans les parcs. On va moins faire de choses pour les enfants. C'est pas normal. On bosse pour payer le gasoil, non c'est pas normal. » Des enfants qui sont même rationnés en chocolats de Pâques. Le 4 avril, une journaliste de France 2 prévient en introduisant Fanny, une mère de famille : « Cette année, les fêtes de Pâques n'auront pas la même saveur. » Et Fanny d'étaler sur la table ce qu'elle a réussi à offrir à ses enfants : deux petits lapins Lindt, deux lapins moyens Milka et deux sacs type Kinder. « Cette année, il n'y aura que ça. Alors que d'habitude, j'ai le quadruple. Donc ça fait mal au cœur parce que je sais que c'est une fête que les enfants adorent. »

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

La guerre, ce n'est pas au Moyen-Orient, c'est ici !

« Donc, à la guerre comme à la guerre. »

Kathia

Tant de bouleversements dans un quotidien font nécessairement tourner la tête. Dans la masse de verbatims diffusés par les JT, plusieurs ont souligné l'incertitude de la situation et les réactions qu'elle fait naître. Dès le 4 mars, sur TF1 : « Là, les Français, ils paniquent. On m'a dit, dans certaines stations, les gens, ils en prenaient des jerricanes », raconte un automobiliste. Deux jours plus tard, sur TF1 toujours, avec un couple de retraités qui remplit sa cuve de fioul : « Ça monte, ça monte, ça monte. Et puis, on a dit, faut terminer l'hiver. Pour être sûr, on a commandé 500 litres ».

La géopolitique et la fiscalité du carburant ne sont pas des sujets simples à manier. Alors, face au mur des prix, les gens sont perdus. Une dame âgée : « C'est vrai qu'ils répercutent peut-être un peu trop vite. Parce qu'il y a quand même des réserves. Donc je sais pas. » (France 2, 6 mars). À la frontière, tout le monde se croise. Anna vient d'Allemagne pour faire son plein en France : « Avant, c'étaient les Français ; maintenant, c'est l'inverse, c'est à n'y rien comprendre » (TF1, 11 mars). Plus au sud, un homme : « 2,09 à la station Beausoleil, 1,87 ici à Vintimille. Je comprends pas pourquoi nous on est plus cher et eux il sont moins chers » (France 2, 19 mars). Un automobiliste dans l'Hérault fait face à une station en rupture de stock : « Malheureusement, ils n'ont pas de 98. Donc bientôt il va falloir aller en Espagne acheter l'essence, je crois.» (M6, 1er avril).

À la pompe à essence, on est dans l'à peu près

L'élément commun de tous les micros-trottoirs en station-service se trouve dans les chiffres. Les Français retranscrivent tous l'explosion des coûts. À leur façon. Car à aucun moment, le journaliste n'intervient pour vérifier les chiffres livrés par les automobilistes. Le 17 mars, sur France 2, une femme va raccrocher la pompe quand elle déclare : « Là j'ai même pas mis trente litres et j'en ai presque pour soixante euros. » Oui, presque. À l'écran, derrière elle, on lit la somme de 52,19 euros. Fin mars, sur M6, Christelle, infirmière libérale, estime les pertes subies par ses collègues : « Le manque à gagner par infirmière est de cinquante à cent euros par mois, voire plus sur certains territoires comme la Lozère. » Ça dépend, ça dépasse. Stéphane, le 31 mars, sur France 2, confie que son plein lui coûte « à peu près » 150 euros alors qu'avant, c'était « peut-être 80 ou 90 euros ».

Ce registre de réactions a été tenu exclusivement dans les deux premières semaines de la crise, à un moment où tout le monde (particuliers, responsables politiques, journalistes) a été pris de court par la violence de la hausse. Le coup à la pompe a d'abord étourdi les Français. Ensuite ? Ensuite, la

première cause de la crise – les combats au Moyen-Orient – a reculé dans la hiérarchie de l'information, créant une dangereuse situation : plus l'essence coûte cher et moins les téléspectateurs ont accès à des images du conflit qui crée leurs difficultés budgétaires.

Le 9 mars, sur France 2, un « employé qui dépense 200 euros de carburant par mois » fait encore le lien : « Eux, ils font la guerre là-bas. Et nous, on subit les conséquences ici. » Ce sera le dernier. Le 28 mars, sur TF1, un agriculteur membre de la Coordination rurale livre sa vision des choses : « Aujourd'hui, on est capable d'envoyer des sommes terribles pour aller aider des conflits dans d'autres pays et aujourd'hui, occupons-nous des Français déjà » (28 mars, TF1). Cet effacement des causes de l'inflation trouve son paroxysme dans les derniers jours de mars. C'est Kathia qui s'exclame « à la guerre comme à la guerre » pour justifier de remplir des jerricanes de pétrole dans une station-service. Et une autre femme, le 30 mars, qui explique qu'aller sur les applications pour trouver le meilleur prix, « c'est le nerf de la guerre » (France 2).

La guerre n'est plus au Moyen-Orient, alors qu'elle est justement la cause des tourments français. Si ce lien de causalité s'efface, c'est en partie parce que les JT ont changé de traitement en deux temps.

Temps 1. Le problème de pouvoir d'achat en France finit par hériter d'un temps d'antenne supérieur aux combats en Iran et dans la région. Cela se produit le 23 mars pour TF1, le 27 pour France 2 et le 24 pour M6. Après ces dates, les téléspectateurs voient plus souvent des Français râler à la pompe que des missiles frapper les installations énergétiques au Moyen-Orient.

Temps 2. Les reportages consacrés au choc pétrolier ne sont plus systématiquement diffusés dans la même séquence que ceux dédiés à la guerre. C'est le cas le 26 mars sur France 2. Le compte-rendu des frappes du jour intervient sept minutes après un sujet sur le prix à la pompe. L'hommage à Lionel Jospin, le procès de Tariq Ramadan et la disparition de Xavier Dupont de Ligonnès s'intercalent. Le lendemain, TF1 ouvre son 20 heures avec le choc pétrolier et renvoie à la guerre dix-neuf minutes plus tard.

Une telle hiérarchisation de l'information contribue à faire oublier les causes de la flambée des prix à la pompe. Le 7 avril, sur TF1, une femme sous le coup de la colère semble être frappée d'une soudaine révélation : « Combien de temps ça va durer cette histoire-là ? Tant qu'il y a la guerre en Iran ? »

Conséquence dans l'opinion : le 11 mars, un sondage Elabe pour BFMTV demande aux Français de classer les responsables de la crise, et la guerre en Iran arrive en tête (42%) ; trois semaines plus

tard, une autre étude d'opinion, Verian pour l'Institut Montaigne, pose une question semblable. Cette fois-ci, l'État est cité comme premier responsable par 31% des personnes interrogées, les pays du Golfe et les États-Unis par 9%, l'Iran par 5%.

Ouvrez les portes du village gaulois !

« Certes, c'est un geste, c'est le début de quelque chose, mais pour nous c'est dérisoire. »
Kevin, éleveur

Les Français ont été contraints de changer leur façon de vivre. Les responsables de ce bouleversement ont été envoyés en fin de JT. Rien n'a été fait pour éviter le grand défouloir.

En toutes occasions, les Français ont protesté contre la hausse des prix du carburant. Il ne faut pas s'attendre à grand-chose d'autre lorsque l'on interroge quelqu'un au moment où il découvre le montant total de son plein. Cette infirmière interrogée sur France 2, le 1er avril, est excédée : « Là, je pense que les Français en ont marre de payer toujours, toujours plus. Il y a jamais moins, des choses redonnées aux Français ». Allez, au hasard, la suppression de la taxe d'habitation ?

Ainsi, le 12 mars, un journaliste de France 2 interroge un automobiliste après la décision de TotalEnergies de plafonner les prix : « Vous trouvez que c'est une bonne mesure ? » « Ah oui ! mais il fallait le faire avant. » Le même soir, sur TF1, Élodie n'est pas plus satisfaite : « C'est jamais suffisant mais déjà baisser les prix, c'est un effort ». Sur France 2, encore, une jeune femme relève : « Six centimes, c'est pas énorme. Après, au litre, c'est toujours ça à prendre. »

Les annonces du gouvernement sont encore plus fraîchement accueillies. Par Kevin Guillou, éleveur de Haute-Vienne, par exemple : « Pour nous ça sert strictement à rien. Certes, c'est un geste, c'est un début, c'est le début de quelque chose, mais pour nous c'est dérisoire » (27 mars, TF1). Ou pour Cyril Taquet, transporteur routier : « Un centime de gasoil, ça ne rime à rien » (27 mars, France 2). Quant à Nicolas Echrin, pêcheur, il est blasé : « C'est ça ou rien, j'imagine. Donc on va les prendre » (27 mars, France 2).

Les journalistes, accoucheurs de parole

Bien sûr, les journalistes interviennent quand les Français témoignent. Ils entrent en interaction avec eux. Il est même conseillé de surjouer ses réactions pour inciter la personne interrogée à se livrer. En principe, les questions des journalistes ne sont pas diffusées. Mais, il arrive que ces relances passent à l'antenne et permettent de réaliser le rôle direct joué par les journalistes.
Exemple 1, sur France 2, le 9 mars :
Une automobiliste : « Tarif total, 84 euros pour 41 litres. »
Journaliste : « Ça vous semble normal ? »
« Non, je trouve ça très cher mais on a pas trop le choix. »
Exemple 2, le 3 avril sur TF1, dans un sujet qui fait vivre l'idée d'une pénurie pendant Pâques :
Journaliste : « Le fait que ce soit le week-end, est-ce qu'on ne craint pas une pénurie ? »
Un homme : « Tout dépend comment les gens vont se servir. »
Exemple 3, le 7 avril sur TF1 :
Automobiliste : « Ça fait vingt-cinq minutes que j'attends. »
Journaliste : « C'est long quand même. »
« C'est long mais faut faire le plein. »

Et TF1 et M6 de poser la cerise sur la montagne de colère avec des titres de reportage en défiance du gouvernement : 27 mars, sur TF1, « Les aides du gouvernement très critiquées » ; 27 mars, sur TF1, « Auto-écoles, taxis, infirmières, les oubliés des aides » ; 28 mars, sur TF1, « Routiers et agriculteurs, ils veulent plus » ; 28 mars, sur M6, « Les "gros rouleurs" oubliés des aides gouvernementales" ».

Ce lancement de la présentatrice du 20 heures de TF1, Anne-Claire Coudray, le 4 avril, est dans la même veine : « Revenons maintenant en France avec cette annonce du gouvernement qui n'a pas franchement convaincu : le ministère de l'Économie propose aux agriculteurs, aux transporteurs routiers et aux pêcheurs un prêt à 3,8%. Une sorte de double peine pour les professionnels concernés. » Ce n'est pas une aide, mais « une double peine ».

L'idée qu'il y aurait des « oubliés » est un grand classique des mouvements sociaux. L'actuelle crise du carburant ne déroge pas à la règle. À partir du moment où le gouvernement a décidé d'aides, ont défilé dans les JT tout un tas de catégories professionnelles réclamant elles aussi leur chèque. Les

infirmiers libéraux ont été particulièrement exposés. Une aide-soignante a trouvé la formule choc, pour expliquer qu'elle est une « oubliée » : « On est les routiers de la santé publique ».

Une fois les aides aux pêcheurs, transporteurs et agriculteurs digérées, France 2 a diffusé un sujet intitulé : « Ces professions qui appellent à l'aide ». Après la colère d'un aide-soignant, la voix *off* du journaliste enchaîne : « Et ce n'est pas la seule profession à tirer la sonnette d'alarme. Aides à domicile, moniteurs d'auto-école ou encore chauffeurs de taxi demandent des aides ». Et ce n'est pas fini ! Une entreprise de climatisation réclame son dû. Le patron de la PME a son argument : « Aujourd'hui on offre un service et on utilise nos véhicules pour travailler, pas pour le plaisir. Donc, la moindre des choses, ça serait d'avoir les aides comme les autres ».

Cette façon de propager le ras-le-bol des Français de catégorie en catégorie participe-t-elle à un projet délibéré des JT ? Ou correspond-elle au traitement habituellement réservé aux mouvements sociaux ? En janvier dernier, nous avions vu à quel point les journaux télévisés avaient amplifié la colère agricole[3]. Ils avaient fait de revendications hétérogènes et limitées à une partie de la profession paysanne une révolte construite. Dans le cadre de l'inflation à la pompe, l'exaspération est nationale et traverse toutes les couches sociales. Ce qu'il faut, c'est lui désigner une cible. Car toute colère attend un responsable.

L'État coupable…

« Ça, c'est l'État qui se met quand même 52,7% dans la poche. »
Une automobiliste

Une population qui souffre cherche un coupable. Tuons d'emblée le suspense. Celui-ci s'appelle l'État. Le mouvement est simplissime : de haut en bas. Il est facile à raconter. Il s'appuie sur la défiance des Français envers les responsables politiques nationaux.

On est pourtant timide dans les JT. On ne dit pas tout de suite les choses. « La hausse des carburants, elle est peu, je trouve, abusive. Je trouve qu'on se fait tous un peu avoir actuellement » (France 2, 10 mars). On utilise un pronom indéfini ou la troisième personne du pluriel : « Oui, il faut qu'ils baissent les taxes, qu'ils arrêtent de s'engraisser » (M6, 13 mars). Mais on se comprend, hein.

À deux reprises dans ce long épisode d'inflation, Sébastien Lecornu s'est mis lui-même en difficulté : la première, quand il reconnaît l'existence d'un « surplus » fiscal ; la seconde, quand son gouvernement promet des aides ciblées supplémentaires. Dans les deux cas, les JT ont exploité ces erreurs. « Après plusieurs jours de flottement, le gouvernement a reconnu aujourd'hui que

l'État avait accumulé un surplus de recettes », pointe immédiatement Gilles Bouleau (1er avril, TF1). Erreur dans l'erreur, en prenant quarante-huit heures pour livrer un chiffrage de ce « surplus », les JT laisseront vivre l'idée d'un État qui s'enrichit. La vérité arrivera bien tard. Sur TF1, le 3 avril : « Un gain, vous allez le voir en trompe-l'œil dont une majeure partie a d'ailleurs déjà été dépensée ».

Ainsi s'installe l'idée d'une « escroquerie », pour reprendre le mot d'un conducteur le 7 avril sur France 2. Elle circule d'autant plus vite qu'elle germe sur un terrain labouré depuis un mois par les journaux télévisés. Les quidams interrogés sont formels : l'État refuse de les aider. « Ils veulent pas le gouvernement. Ils veulent garder leurs taxes » (20 mars, TF1). Une dame, le 25 mars, sur TF1, déplore : « Ça me révolte, il n'y a pas beaucoup d'efforts de la part du gouvernement ». Une autre, le même soir sur France 2, rit jaune : « C'est révoltant. On est complètement dépouillé ». Alors qu'une dernière lit un graphique scotché à la pompe destiné à expliquer la composition du prix d'un litre de carburant : « Ça, c'est l'État qui se met quand même 52,7% dans la poche. C'est énorme. C'est vraiment énorme ». Le journaliste relance : « Trop ? ». Réponse : « Trop, beaucoup trop. »

À l'inverse, les entreprises sont étonnamment épargnées par les Français. Le 2 avril, TF1 pose pourtant une question plus déterminante que celle de savoir quand le gouvernement sortira le chéquier : « Carburants : jackpot pour les compagnies pétrolières ? ». Dans ce sujet, un automobiliste a sa réponse : « C'est les seuls qui font un réel effort, qui montrent qu'ils font un effort ». Le même jour, France 2 embraie un mouvement inverse à la *vox populi* et relaie un rapport de Greenpeace qui documente les bénéfices accumulés par les pétroliers, TotalEnergies en tête (« TotalEnergies, les milliards de la guerre »). Le lendemain, TF1 emboîte le pas.

Un reportage illustre la différence de regard entre les politiques et les patrons. TF1 filme le 31 mars dans une usine de Haute-Vienne dont la direction accorde 600 euros de prime « carburant » à ses salariés. Barbara est ravie : « C'est une excellente nouvelle pour tous les salariés. Moi, personnellement, je viens de loin. J'en ai pour à peu près 65 kilomètres par jour, donc forcément, ça ne peut que m'aider ».

Malgré tout, devinez qui les Français appellent à la rescousse pour boucler les fins de mois ? L'État, évidemment.

… mais l'État appelé à la rescousse

Arrêtons-nous sur la seconde erreur commise par le Premier ministre : la promesse de nouvelles aides. Dans un schéma médiatique où crise sociale = aides versées par la puissance publique, cet engagement est dangereux. Pendant les premiers jours d'avril, les JT ont fait vivre une sorte de

compte à rebours. Les aides arrivent, à quoi vont-elles ressembler ?

Sur TF1, le 6 avril, « Pour Jimmy (artisan menuisier), Willy (gérant de trois camions-restaurants) et Aurore (aide à domicile), impossible de travailler sans véhicule. Ils ne peuvent plus attendre. Le coup de pouce du gouvernement est urgent. » Ces trois travailleurs sont dans une position d'attente d'une aide qui ne viendra certainement jamais. Une « aide », non. Un « coup de pouce ». Un coup de pouce, c'est deux fois rien.

Tout se désaxe. Le mot « aides » est partout. Celui de « dette » nulle part. En tout cas dans la bouche des Français. La raison de l'absence d'aides n'imprime pas. Sauf… en Espagne. Le 2 avril, France 2 est à Barcelone pour louer les efforts financiers de nos voisins. Un habitant pointe l'évidence : « On est dans une meilleure situation économique que la France, c'est pour ça qu'on peut se le permettre. Bonne chance ! »

Dans ce mois et demi de crise, les JT ont séparé les paroles. D'un côté, des Français qui râlent et réclament d'être aidés. Les émotions parlent. De l'autre, des experts qui analysent les raisons de la hausse – étrangères au gouvernement – et rappellent le poids de la dette. La raison s'exprime. Le 5 avril, sur TF1, Stéphanie Villers, économiste et conseillère économique pour PWC France, rappelle l'évidence : « Une mesure générale coûterait trop cher. Le gouvernement est obligé de concentrer les aides. » Ah si seulement Stéphanie avait pu livrer cette analyse au volant de sa voiture devant une station-service… Le résultat est désastreux pour la décision publique. L'argent versé par un gouvernement devient un instrument de considération des Français. Fabrice Gachon, président de l'Organisation des transporteurs routiers européens (Otre), offre un raccourci étonnant, le 28 mars, sur TF1 : « En 2022, l'État nous avait accordé 400 millions d'aides. Aujourd'hui, c'est 50. C'est huit fois moins. On est huit fois moins important ? ».

Conclusion

Dès les premiers jours de mars 2026, les journaux télévisés sont entrés en symbiose avec les Français à la pompe – au sens propre, les plateaux des JT de TF1 et M6 devenant des stations-service par un effet d'incrustation sur fond vert.



Les médias les plus *mainstream* du pays ne pouvaient ignorer la première source de préoccupation de leurs téléspectateurs. Pendant les deux premières semaines du conflit, TF1 et France 2 – moins M6 – ont réussi à mêler les actualités internationales et ses conséquences chez nous. Dans une précédente note de l'Observatoire des médias de la Fondation, nous avions montré à quel point le traitement de la guerre avait été exigeant dans la première quinzaine de mars. La géopolitique s'était imposée à une heure de grande écoute. La hausse du prix du carburant avait été présentée comme la conséquence d'un événement indépendant de la volonté française.

Dans la seconde quinzaine de mars, après les élections municipales, les JT sont redevenus des porte-voix de la colère des Français. Ils n'ont pas fait que la diffuser, ils l'ont cadrée. Ils ont donné l'illusion de proposer par le format du micro-trottoir un témoignage brut de la population quand ils ont en réalité canalisé cette exaspération vers le pouvoir. Ils ont procédé ainsi en attisant le ressentiment des clients des stations-service. En isolant le sujet du carburant de celui de la guerre. En désignant les « oubliés » des aides publiques. Et en séparant les émotions des quidams de la raison des experts. Ces derniers, en visio depuis leur bureau, loin du terrain, peuvent parler tant qu'ils veulent de géopolitique et rappeler l'ampleur de la dette. Le peuple des stations-service a parlé.

1. Le micro-trottoir est un format journalistique qui revient à donner la parole à « des gens » sélectionnés au hasard ou dans un lieu en rapport avec le sujet que le journaliste souhaite traiter.
2. Stewart Chau, « La raison reste au cœur des débats et des discussions mais elle ne peut aujourd'hui suffire à convaincre

»*, L'Opinion*, 7 mars 2022.

3. Matthieu Deprieck, *Les journaux télévisés, mégaphones de la nouvelle « colère agricole »*, Fondation Jean-Jaurès, 20 février 2026.